

La faim tue encore aujourd'hui. Dans la Corne de l'Afrique, mais aussi dans une grande puissance économique comme le Brésil. Pourquoi ? Derrière cette question se cachent des choix politiques, économiques et sociaux cruciaux. Des choix visibles notamment dans la campagne brésilienne, où les champs de soja transgénique côtoient les campements des paysans sans terre. Ces paysans ouvrent de nouveaux horizons à une agriculture familiale pour nourrir leur famille.



Edito

Une famine causée aussi par l'Homme

Le commerce international est une matière complexe. Même s'il existe depuis des siècles, il a connu, au cours des dernières décennies, un essor extraordinaire du fait de la mondialisation économique. Ses règles se sont multipliées au fur et à mesure de son développement, des négociations internationales ou régionales, de l'ouverture des frontières... et aujourd'hui, on assiste de plus en plus à des dérives, des difficultés, des crises tant monétaires qu'alimentaires avec toutes les conséquences que l'on commence à entrevoir pour les paysans et les écosystèmes.

La terrible actualité de la famine qui sévit dans la Corne de l'Afrique nous en donne un exemple malheureusement trop criant. L'ONU estime que 12 millions de personnes sont en grand danger... « Plus de 29 000 enfants de moins de 5 ans sont morts dans les 90 derniers jours dans le sud du pays », explique Nancy Lindborg, une responsable de l'agence américaine d'aide au développement USAid.

Quelles sont les causes de cette famine ? D'abord, le chaos qui dure, en Somalie, depuis 1991 et ne rend pas les opérations

humanitaires faciles dans la région. Ensuite, les énormes dépenses militaires des pays de la région en vue de se défendre contre de potentiels ennemis... Et, finalement, les politiques agricoles aberrantes de certains gouvernements de la région. C'est ainsi que le gouvernement éthiopien n'a pas hésité à spolie des populations d'agriculteurs du sud du pays, jusqu'alors autosuffisantes, en leur confisquant leurs terres ancestrales pour les céder à de grandes entreprises étrangères. Tout cela pour le seul profit de quelques personnes...

Il est temps de comprendre les mécanismes qui sont à l'œuvre, de saisir qui sont les acteurs du commerce international et du marché, de se rendre compte de l'injustice de ces systèmes et de pouvoir apporter des réponses, de solidarité mais surtout de partage des richesses. C'est à ce programme qu'Entraide et Fraternité vous invite jusqu'en juin 2013...pour que la Terre tourne plus juste !

■ **Daisy Herman**

Directrice du département Education solidaire

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

Aderson et Anizi sèment un Brésil différent

Sur la route, les immenses champs de soja transgénique et de canne à sucre alternent ici et là avec les baraquements des paysans occupant la terre. Visage d'un Brésil très contrasté : celui de grands groupes industriels qui contrôlent une production agricole intensive et exportatrice, légitimée par l'efficacité économique à court terme, et celui des paysans sans terre qui réclament un autre modèle agricole pour nourrir leur famille et respecter l'environnement.

Lorsqu'on arrive à Palmeiras, un «*asentamento*» - une occupation de terres légalisée - historique du *Mouvement des Sans-Terre (MST)* de l'État de Goiás, Anizi, une paysanne de 53 ans, nous raconte son histoire, qui est aussi un peu celle du Brésil.

« Je suis née à la campagne. J'ai vécu dans une 'fazenda' (grande propriété terrienne) pendant plus de 10 ans. J'étais la 'femme à tout faire'... Puis, je suis partie en ville et j'ai travaillé treize ans à l'administration communale. J'en suis partie parce que cela faisait quarante-six mois que nous ne touchions plus notre salaire... Avec mon mari, on a rejoint le MST. Nous avons occupé des terres. La police est venue. On nous a chassés. Plusieurs fois. Mais nous avons réoccupé. On a fait des marches et des manifestations. Au début, il n'y avait que des tentes; pas de maison, pas d'électricité, pas d'eau. Rien. Nous avons gagné finalement, la terre était à nous. On a construit des maisons, cultivé du riz, des haricots, du maïs, élevé des poulets... On a créé une coopérative, on produit du lait, on a aussi des potagers. Le MST nous aide pour l'agriculture et nous appuie pour toutes les démarches ».

La lutte des paysans brésiliens pour la terre ne date pas d'hier. Dans les années 80, le Brésil se lance dans la modernisa-

tion de son agriculture. Une agriculture issue d'un modèle de développement intégré au commerce international et à la mondialisation néolibérale. Une modernisation qui rime avec concentration, mécanisation et déforestation. Cette agriculture, grande consommatrice d'engrais chimiques, de pesticides et d'eau, produit en outre l'exclusion des populations rurales. Un des contrastes des «*années Lula*» (précédent Président de la République) : en permettant l'appropriation de terres par des entreprises multinationales (Monsanto, Nestlé, ...), le gouvernement de Lula a fait du Brésil une puissance émergente en matière de commerce international. Au détriment d'un autre modèle agricole - l'agriculture familiale -, de l'environnement et des populations rurales qui connaissent toujours la faim et qui voient leurs surfaces cultivables se réduire de jour en jour. L'État de Goiás a une croissance économique au-dessus de la moyenne nationale. Ceci est principalement dû à l'expansion de l'agro-industrie, surtout dans le secteur de la production d'éthanol, un alcool produit à partir de la canne à sucre, qui est utilisé comme carburant. Pourtant, une telle croissance économique ne se répercute pas sur la population et ne réduit pas la pauvreté.

« Tout ce qu'on a obtenu, c'est par la lutte. C'est difficile ici, mais c'est chez moi, c'est ici que je veux vivre ».





Les jardins agro-écologiques, une expérience-pilote fructueuse

Des cultures agro-industrielles qui aggravent la pauvreté

«Les cultures agro-industrielles poussent les familles paysannes établies dans l'Etat de Goiás à émigrer de la campagne vers la ville, dénonce Aderson Gouvea, de la Commission Pastorale de la Terre de Goiás. Cette politique agricole accentue la concentration des terres aux mains de quelques riches propriétaires terriens, provoque l'exode rural des paysans, détruit les communautés paysannes, dégrade l'environnement, empêche les avancées de la réforme agraire et réduit à l'esclavage des milliers de travailleurs. De plus, poursuit-il, la crise actuelle augmente la demande d'éthanol, ce qui accroît la pression de l'agro-industrie sur les terres ainsi que le prix des denrées alimentaires.»

Aderson n'est pas le seul à dénoncer les conséquences désastreuses de ce modèle de développement et à s'inquiéter pour l'avenir des communautés rurales. Dans l'Etat de Goiás, sous l'impulsion d'Entraide et Fraternité, une plateforme composée de mouvements sociaux, de syndicats et d'organisations rurales et désireuse de développer un modèle d'agriculture familiale alternatif à ce modèle dominant s'est constituée. Elle met en œuvre un programme pour soutenir les communautés rurales et promouvoir l'agriculture paysanne familiale. La production, la transformation et la commercialisation des produits alimentaires sont encouragées: en formant des paysans à des techniques agricoles, en menant des actions de plaidoyer

auprès des autorités publiques pour la mise en œuvre de services sociaux de base et de lois favorables aux paysans et en renforçant des organisations (pour qu'elles soient en mesure d'appuyer les familles paysannes et de défendre leurs revendications).

Les jardins agro-écologiques : une expérience-pilote

Parmi les solutions proposées par ce programme cofinancé par la Direction Générale de la Coopération au Développement, on trouve la mise en place de jardins agro-écologiques. Des familles ont été formées et sont accompagnées dans la culture de jardins et la réalisation de petits élevages (poules et poissons). L'objectif est, en se basant sur les ressources locales et les engrais biologiques, de produire mieux, plus, en préservant l'environnement. «Le résultat immédiat le plus visible a été l'augmentation de la quantité et de la diversité de l'alimentation de ces familles, nous explique Aderson. Certaines d'entre elles ont même réussi à commercialiser une partie de leur production, augmentant de la sorte leurs revenus». La commercialisation des denrées sur les marchés locaux est une préoccupation des organisations partenaires. Ainsi, une coopérative, COOPAR, a été créée et a obtenu une convention de commercialisation avec le Gouvernement fédéral. Aujourd'hui, ce sont 20 familles d'agriculteurs qui passent par cette coopérative pour vendre leurs produits et qui ont vu leurs revenus assurés et même augmentés.



Aderson dénonce la politique agricole brésilienne

Mais les défis restent immenses: manque d'infrastructures rurales, manque de crédits, manque de volonté politique aussi. Les institutions censées soutenir l'agriculture familiale semblent surtout préoccupées de mieux faire passer la priorité du gouvernement pour l'agro-industrie. Et la lutte est à réinventer au sein de chaque famille pour assurer la participation des femmes et de chaque génération. Les jeunes quittent souvent la maison pour la ville au moment des études et, faute de réelles possibilités en milieu rural, ne reviennent pas.

Cette expérience-pilote fructueuse ouvre pourtant de nouveaux horizons à l'agriculture familiale: 39 jardins agro-écologiques devraient voir le jour dans l'Etat de Goiás d'ici à 2013.

Et Anizi, le doigt pointé vers son jardin potager, confie avec un sourire: «Tout ce qu'on a obtenu, c'est par la lutte. C'est difficile ici, mais c'est chez moi, c'est ici que je veux vivre».

■ **Valérie Martin**
avec **Frédéric Thomas** (chargé de projets Brésil)

La Commission Pastorale de la Terre (CPT) – Régionale Goiás réalise depuis 1976 un accompagnement direct de volontaires et d'agents de Pastorale détachés auprès des communautés paysannes. Elle soutient en outre la création de foires de l'agriculture paysanne, de coopératives de commercialisation et accompagne la lutte pour la réforme agraire. Toutes ces activités s'ajoutent à des espaces de formation et de participation en lien avec les différents mouvements paysans.

Le Mouvement des Sans-Terre est un mouvement paysan créé en 1984. Il a permis l'accès à la terre pour plus de 350 000 familles. Il a connu un développement impressionnant, aidé en cela par la CPT et d'autres mouvements. Il lutte pour la terre et la réforme agraire au Brésil. C'est un mouvement national indépendant. Il utilise des formes de lutte comme l'occupation de terres productives mal ou non exploitées, tout en promouvant le dialogue. Le MST est organisé en coordinations par État et en une coordination nationale, qui compte des représentants des États du Brésil où le mouvement est présent. Le MST de l'État de Goiás existe depuis la fin des années 80. En outre, il est à la base du réseau mondial de paysans Via Campesina.



Juste Terre! Publication commune ENTRAIDE ET FRATERNITÉ ASBL et VIVRE ENSEMBLE EDUCATION ASBL

Siège Rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 - F 02 217 32 59 | entraide@entraide.be | www.entraide.be

Conception – coordination V. Martin, C. Houssiau | **Collaboration** F. Thomas | **Maquette et Impression** Arte-Print

Éditeur responsable Angelo Simonazzi | **Compte Entraide et Fraternité asbl** - IBAN BE68 000 00000 34-34

Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de
**LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT**